ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗι 25 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1968 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 217

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

Α.Ν. 541. Περὶ κυρώσεως τῶν μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας συναφθεισῶν Συμβάσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἐπισκευὴν τῶν κινητήρων τῶν ἀεροσκαφῶν Ε.Β.Α. εἰς τὰ ἐν Καζαμπλάνκᾳ Γαλλικὰ Κρατικὰ Ἐργοστάσια. 1

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Περὶ κυρώσεως Ἑλληνο—Ἰαπωνικῆς Ἐμπορικῆς συμφωνίας τῆς 13.2.1967.... 2

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 541

Περὶ κυρώσεως τῶν μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας συναφθεισῶν Συμβάσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἐπισκευὴν τῶν κινητήρων τῶν ἀεροσκαφῶν Ε.Β.Α. εἰς τὰ ἐν Καζαμπλάνκᾳ Γαλλικὰ Κρατικὰ Ἐργοστάσια.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Παρισίοις τῆς Γαλλίας ὑπογραφεῖσα τὴν 27ην Νοεμβρίου 1954 συμπληρωματικὴ Σύμβασις μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας διὰ τὴν ἐπισκευὴν τῶν κινητήρων ἐξ ἀντιδράσεως τῶν ἀεροπροωθουμένων ἀεροσκαφῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Ἀεροπορίας J.35 A 29 ὑπὸ τῶν ἐν Καζαμπλάνκᾳ Γαλλικῶν Ἐργοστασίων, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

2. Ἅπασαι αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμβάσεως κτῶνται ἰσχὺν Νόμου.

3. Αἱ κρατήσεις τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. 2141)1939 καὶ τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. 2282)1952, βαρύνουσαι τὸ Ἑλληνικὸν Δημόσιον, προστίθενται εἰς τὴν ἐν ἄρθρῳ 3 τῆς ὡς ἄνω Συμβάσεως ἀναφερομένην τιμήν.

4. Ἡ ἰσχὺς τῆς ἀνωτέρω Συμβάσεως ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος τῆς κυρίας Συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Παρισίοις τῆς Γαλλίας ὑπογραφεῖσα τὴν 10ην Δεκεμβρίου 1957 Σύμβασις μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἀφορῶσα τὴν ἐπισκευὴν τῶν κινητήρων ἐξ ἀντιδράσεως εἰς Καζαμπλάνκαν, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

2. Αἱ κρατήσεις τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ Α.Ν. 1988)1939, τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. 2141)1939 καὶ τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. 2282)1952, βαρύνουσαι τὸ Ἑλληνικὸν Δημόσιον, προστίθενται εἰς τὰς ἐν ἄρθροις 8 καὶ 9 τῆς κυρουμένης Συμβάσεως ἀναφερομένας τιμάς.

3. Ἅπασαι αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἀνωτέρω Συμβάσεως κτῶνται ἰσχὺν Νόμου ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς ταύτης.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Σεπτεμβρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΙΩΑΝ. ΡΟΔΙΝΟΣ–ΟΡΛΑΝΔΟΣ, Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, ΗΛ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΠΑΜ. ΤΣΕΛΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΒΟΒΟΛΙΝΗΣ, ΙΟΥΛ. Μ. ΕΥΛΑΜΠΙΟΣ, ΝΙΚ. ΣΙΩΡΗΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ, Γ. ΤΣΙΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, ΗΛ. ΔΗΜΗΤΡΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Σεπτεμβρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Française relative à la réparation de moteurs à réaction à Casablanca.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce, représenté par Son Excellence Monsieur Philon Philon, Ambassadeur de Grèce à Paris, désigné dans ce qui suit par la Grèce, et le Gouvernement de la République Française, représenté par le Secrétaire d'Etat aux Forces Armées (AIR), désigné dans ce qui suit par la France;

Etant tous deux parties au Traité de l'Atlantique Nord et ayant l'un et l'autre conclu des accords avec le

Gouvernement des Etats-Unis, relatifs à l'aide pour la défense mutuelle;

Désirant utiliser l'installation réalisée à Casablanca par le Gouvernement Français, avec l'aide du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, pour les révisions générales et les réparation mineures et majeures des moteurs à réaction des pays signataires du Traité de l' Atlantique Nord, et en particulier du Gouvernement Grec;

CONVIENNENT ce qui suit :

Article 1.

La France s'engage à exécuter les révisions générales, réparations majeures ou mineures des moteurs à réaction J.65 et des accessoires que la Grèce expédiera franco de port, soit par air, soit par mer, soit par rail, soit par route, à l'Article Industriel de l'Air de Casablanca, Aérodrome de Cazes à Casablanca.

En conséquence, le transport d'aller depuis le pays propriétaire des réacteurs jusqu'à Casablanca et le transport du retour depuis Casablanca jusqu'au pays propriétaire sera effectué par la Grèce. L'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca prendra livraison à l'arrivée. Le Gouvernement Grec fera prendre livraison des réacteurs révisés à Casablanca par un représentant attitré.

Article 2.

La Grèce s'engage à expédier, dans des emballages appropriés, des moteurs complets et pourvus de leurs accessoires. Les moteurs et les accessoires seront accompagnés des documents originaux de l'USAF concernant les moteurs et les accessoires, en plus de la Form 54 USAF (rapport non satisfaisant).

Article 3.

Après révision, réparation, contrôle et essai, les moteurs seront présentés dans les locaux de l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca à un représentant de la Grèce qui signera le procès-verbal de réception. Si, au moment où le travail est terminé, aucun représentant ne se trouve sur place, le Chef du Contrôle de l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca aura qualité pour signer en ses lieu et place. Une copie de ce procès-verbal sera adressée au Gouvernement Grec.

Article 4.

a) Pentant tout le temps que la France a sous sa garde, aux fins prévues à l'article 1, les moteurs qui sont la propriété de la Grèce, la France sera responsable de la perte et/ ou de tout dommage aux dits moteurs, à la condition que ces pertes et/ ou dommages soient dus à la négligence de ces ressortissants; toutefois, cette responsabilité ne dépassera pas la valeur de chaque moteur et caisse.

b) La Grèce assumera la responsabilité dans toute action sans expection intentée par un tiers résultant de, ou relative à, l'usage d'un moteur après sa livraison à la Grèce.

Article 5.

Il est entendu que toutes les nations européennes, à qui les U.S.A. ont apporte une aide militaire. ainsi que le Gouvernement des U.S.A., sont considérés comme ayant des droits équivalents en ce qui concerne l'utilisation de l'installation de Casablanca, aussi longtemps que l'intérêt de la défense mutuelle le nécessitera. En conséquence, la réparation ou la révision générales des moteurs envoyés à l'Atelier de réparation par l'une quelconque des dites nations sera effectuée en principe dans l'orde d'arrivée, sauf si les nécessités de l'exploitation rendaient nécessaire une autre méthode. En principe, l'Atelier renverra le moteur même qu'il aura reçu, à moins qu'un accord mutuel ultérieur ne prévoit des dispositions contraires.

L'Atelier de Casablanca sera cependant prêt à traiter les moteurs qu'il aura reçus comme des matériels fongibles (c'est-à-dire qui entrent dans un pool et peuvent être échangés pour des matériels similaires) et à renvoyer les moteurs révisés à telle nation et dans tel orde de priorité qui serait fixé par un comite international approprié. Il est entendu cependant que ce n'est qu'en cas d'urgence et dans des circonstances exceptionnelles que jouerait un accord à conclure entre les représentants des nations autorisées à utiliser l' Atelier, pour cette réaffectation de moteurs.

Article 6.

Pour permettre à l'Atelier de prévoir un fonctionnement convenablement organisé, le Gouvernement Grec fera connaître officiellement au Gouvernement Français, Secrétariat 'dEtat aux Forces Armées (AIR), Direction Technique et Industrielle de l'Aéronautique, avant le ler Janvier et le ler Juillet de chaque année, le programme de réparations qu'il prévoit de lui confier pendant chacun des trimestres des deux années suivants.

La notification de ce programme ne sera pas considérée comme un engagement du Gouvernement Grec, vis-à-vis du Gouvernement Français, mais aura seulement un caractére d'indication.

Article 7.

L'Atelier de Casablanca fera son possible pour renvoyer les moteurs révisés, en principe dans un délai de 90 jours après leur livraison à l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca. L'Atelier informera de temps en temps le Gouvernement Grec de la durée probable d'immobilisation qu'il prévoit pour les moteurs qui viendront en révision dans les six mois à venir. Il l'informera également de la réforme des moteurs qu'il jugera irréparables.

Article 8.

Le prix de révision (ce prix comprend uniquement la couverture de tous les frais engagés par l'Atelier à l'exclusion de la fourniture des plèces de rechanges et accessoires fournis par le Gouvernement des U.S.A.) par réacteur est établi en dollars U.S.A., monnaie de compte, et fixé à $4900. Le paiement sera effectué dans le cadre de l'accord de paiement franco–hellénique, en francs français.

Pour les moteurs réformés en cours de révision, le Gouvernement Grec paiera seulement le montant des frais engagés par l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca.

Les frais de réparation éventuels des accessoires montés sur les réacteurs ou envoyés séparément, du démarreur et des emballages ne sont pas compris dans le prix ci–dessus et seront remboursés par le Gouvernement Grec.

Le paiement sera fait au moyen d'un accréditif ouvert par le Gouvernement Grec à la Banque de France en faveur du Secrétariat d'Etat aux Forces Armées (AIR) à Paris, pour un montant de 29 millions de francs français, correspondant au montant de la révision des 2/3 du nombre de moteurs à envoyer en révision dans les douze mois suivant la mise en vigueur du contrat.

Cet accréditif sera irrévocable, transmissible, divisible et ouvert pour un an. Il sera renouvelé chaque fois que les paiements effectués auront atteint les 2/3 du montant total.

Il sera libérable sur présentation par le Secrétariat d'Etat aux Forces Armées (AIR) à la Banque de France:

1. du certificat de réception prévu à l'article 3,

2. du certificat de prise en charge délivré par le transitaire au représentant attitré du Gouvernement Grec,

3. d'un mémoire des travaux effectués par l'Atelier Industriel de l'Air.

Le prix de révision indiqué ci-dessus ne comprend pas les frais relatifs aux pièces de rechanges nécessaires à la révision du moteur, ou aux pièces modifiées ou améliorées, requises par les Technical Orders de l' USAF, nécessaires à la remise en état des moteurs.

La révision des prix tous les six mois inclura notamment les frais des modifications effectuées pendant les six mois précédents. Ces éléments d'appréciation ne pourront guère se dégagor en moins de six mois.

Les prix précédents sont valables pour une période de six mois, à partir du ler Janvier 1957, c'est-à-dire qu'ils seront appliqués à tous les moteurs qui seront pervenus à l'Atelier avant le 30 Juin 1957. A la demande de l'une ou de l'autre partie, ils pourront être modifiés tous les six mois (premier Janvier et premier Juillet) à condition qu'une proposition chiffrée pour un prix modifié soit présentée au moins deux mois avant l'expiration des semestres calendaires en cours avec toutes les justifications utiles.

Dans ce cas, le prix modifié fera l'objet d'un avenant à la présente convention et sera applicable aux réacteurs parvenus après l'expiration du semestre calendaire en cours. Si aucune demande de révision n'est présentée au moins deux avant l'expiration du semestre calendaire en cours, les prix valables pour le semestre en cours demeureront applicables à tous les réacteurs du Gouvernement Grec qui parviendront à l'Atelier Industriel de l'Air au cours du semestre calendaire suivant.

Article 9.

Renchages.

a) Les pièces de rechanges pour la révision et la réparation, aussi bien que les pièces pour les améliorations techniques requises par les Technical Orders de l'USAF, proviennent de fournitures gratuites des U.S.A. au titre de l'aide pour la défense mutuelle.

b) Les pièces ou éléments d'autre provenance que la France pourrait être amenée à fournir seront facturés en plus des prix mentionnés à l'article 8. Les prix de ces pièces ou èlèments seront facturés au prix cûtant, compte tenu des frais d'emballage et de transport à Casablanca. Ils supporteront en outre une majoration uniforme de 10 % pour couvrir les rebuts et les risques d'invendus par l'Atelier Industriel de l'Air pour divers motifs tels que modifications techniques ou modifications de programme.

La majoration de 10 % précédente pourra être rajustée, d'un commun accord, sur demande de la France, accompagnée des justifications utiles, à partir du ler Juillet 1957, à la condition que la requête soit présentée avant le ler Mai 1957.

Le taux modifié sera alors applicable aux moteurs reçus à Casablanca à partir du ler Juillet 1957. Le taux pourra, de nouveau, être modifié, dans les mêmes conditions, chaque semestre.

Article 10.

Si, par suite de quelque dommage aux moteurs, qui n'est pas dû à la négligence de la France, mentionné à l'article 4, une révision ou reparation ne peut être terminée, seuls les frais du travail effectivement exécute et les rechanges fournis par la France ou ingrédients réellement consommés seront portés au compte de la Grèce.

Article 11.

La présente convention sera interprétée en conformité avec les lois françaises.

Article 12.

Le texte francais de la convention est considéré authentique.

Article 13.

La présente convention restera en vigueur pendant deux ans à partir de la date son entrée en vigueur. Elle sera renouvelable par période d'un an par tacite reconduction. Un préavis de soixante jours devra être donné avant l'expiration d'une des périodes de validité par la partie contractante qui voudra résilier la convention.

Dans le cas où les U.S.A. cesseraint de fournir les pièces de rechanges la convention devra faire l'objet de nouveaux accords.

Article 14. — Arbitrage

En cas de différends résultant des terms et conditions de la présente convention, les parties s'engagen à faire tout leur possible afin d'arriver à un règlement à l'amiable avant d'avoir recours à l'arbitrage. Si un accord entre les parties ne peut être atteint, les différends seront finalement réglés par trois arbitres qui seront désignés de la façon suivante : chaque partie désignera un arbitre, le troisième sera désigné par les deux autres.

Si les deux premiers arbitres ne s'entendent pas sur le choix du troisième, celui-ci sera désigné par la Chambre de Commerce Internationale de Paris.

FAIT en 9 exemplaires.
Paris le 10 Dec. 1957

Pour et au nom du Gouvernement Grec,

Pour et au nom du Gouvernement Français,

AVENANT No 1 à la CONVENTION du 8 Février 1954 passé entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Française pour la révision des réacteurs J. 35 A 29 par l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca.

Article 1.

La modification du compresseur prescrite par Ocama Quality Control Standard No 02 B - 260 E oblige à faire subir aux aubes du compresseur un traitement thermique en atmosphere d'argon.

Cette modification conduit à un travail important.

Article II.

Elle ne doit pas être incluse dans les modifications prévues à l'Article 8 de la Convention et sera facturée à part et seulement pour les réacteurs qui auront à la subir.

Article III.

Le prix de cette modification est de $ 650 monnaie de compte qui seront payés en plus du prix prévu pour la révision du réacteur auquel elle est appliquée.

Le paiement sera effectué dans la monnaie prévue au contrat original.

Il sera effectué sur l'accréditif ouvert à la Banque de France par le Gouvernement Grec pour le paiement du principal.

Il fera l'objet d'un mémoire à part. établi par l'Atelier Industrial de l'Air de Casablanca et qui sera présentè à la Banque de France en même temps que les pièces prévues dans la Convention pour obtenir le paiement de la revision.

Cet Avenant entre en vigueur à la même date que la Convention principale.

FAIT en neuf exemplaires 27 Nov. 1954

Pour et au nom du Gouvernement Grec, Pour et au nom du Gouvernement Français

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας σχετικὴ μὲ τὴν ἐπισκευὴν τῶν κινητήρων ἀντιδράσεως εἰς Καζαμπλάνκαν.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐκπροσωπουμένη ὑπὸ τῆς αὐτοῦ Ἐξοχότητος τοῦ Φίλωνος Φίλωνος, Πρεσβευτοῦ τῆς Ἑλλάδος εἰς Παρισίους, μνημονευομένη κατωτέρω ὡς «ἡ Ἑλλάς»,

καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας ἐκπροσωπουμένη ὑπὸ τοῦ Ὑφυπουργοῦ τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων (Ἀέρος), μνημονευομένη κατωτέρω ὡς «ἡ Γαλλία»,

Οὔσαι συμβαλλόμεναι ἀμφότεραι ἐν τῇ Συνθήκῃ τοῦ Βορείου Ἀτλαντικοῦ καὶ ἔχουσαι συνομολογήσει ἀμφότεραι συμφωνίας μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν, σχετικὰς μὲ τὴν βοήθειαν διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἄμυναν.

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ χρησιμοποιήσωσι τὰς ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως, τῇ βοηθείᾳ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ἀνεγερθείσας ἐν Καζαμπλάνκᾳ ἐγκαταστάσεις διὰ τὰς γενικὰς ἐπιθεωρήσεις καὶ διὰ τὰς μικροτέρας καὶ μεγαλυτέρας ἐπισκευὰς τῶν κινητήρων ἀντιδράσεως τῶν Χωρῶν τῶν ὑπογραψάντων τὴν συνθήκην τοῦ Βορείου Ἀτλαντικοῦ καὶ ἰδιαιτέρως τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως.

Συμφωνοῦν εἰς τὰ ἑξῆς:

Ἄρθρον 1.

Ἡ Γαλλία ὑποχρεοῦται νὰ ἐκτελέσῃ τὰς γενικὰς ἐπιθεωρήσεις, μικρὰς ἢ μεγάλας ἐπισκευὰς τῶν κινητήρων δι' ἀντιδράσεως J.65 καὶ τῶν ἐξαρτημάτων τὰ ὁποῖα ἡ Ἑλλὰς θὰ ἀποστείλῃ δαπάναις της εἴτε δι' ἀέρος, εἴτε διὰ θαλάσσης, εἴτε σιδηροδρομικῶς εἴτε ὁδικῶς εἰς τὸ Κρατικὸν Ἐργαστήριον Ἀεροπλάνων Καζαμπλάνκας, Ἀεροδρομ. CAZES ἐν Καζαμπλάνκᾳ.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ μεταφορὰ ἀποστολῆς ἀπὸ τὴν ἰδιοκτήτριαν χώραν τῶν ἀντιδραστήρων ἕως τὴν Καζαμπλάνκαν καὶ ἡ μεταφορὰ ἐπιστροφῆς ἀπὸ Καζαμπλάνκαν ἕως τὴν ἰδιοκτήτριαν χώραν θὰ πραγματοποιῆται ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος. Τὸ Κρατικὸν Ἐργοστάσιον Ἀεροπλάνων τῆς Καζαμπλάνκας θὰ παραλαμβάνῃ κατὰ τὴν ἄφιξιν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ παραλαμβάνῃ τοὺς ἐπιθεωρημένους ἀντιδραστῆρες ἐν Καζαμπλάνκᾳ μέσῳ ἑνὸς ἐξουσιοδοτουμένου ἀντιπροσώπου.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἑλλὰς ὑποχρεοῦται ν' ἀποστέλλῃ, ἐντὸς καταλλήλων συσκευασιῶν, κινητῆρας πλήρεις καὶ μετὰ τῶν ἐξαρτημάτων αὐτῶν. Οἱ κινητῆρες καὶ τὰ ἐξαρτήματα θὰ συνοδεύωνται ὑπὸ τῶν ἀρχικῶν ἐγγράφων τῆς USAF τῶν ἀφορώντων τοὺς κινητῆρας καὶ τὰ ἐξαρτήματα, ἐπὶ πλέον τοῦ ἐντύπου 54 USAF (ἀναφορὰ μὴ ἱκανοποιητική).

Ἄρθρον 3.

Μετὰ τὴν ἐπιθεώρησιν, ἐπισκευήν, ἔλεγχον καὶ δοκιμήν, οἱ κινητῆρες θὰ παρουσιάζωνται ἐντὸς τῶν χώρων τοῦ Κρατικοῦ Ἐργαστηρίου Ἀεροπλάνων Καζαμπλάνκας εἰς ἕνα ἀντιπρόσωπον τῆς Ἑλλάδος, ὅστις θὰ ὑπογράφῃ τὸ πρακτικὸν παραλαβῆς.

Ἐάν, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἀποπερατώσεως τῆς ἐργασίας, οὐδεὶς ἀντιπρόσωπος εὑρίσκεται ἐπὶ τόπου, ὁ Ἀρχιελεγκτὴς τοῦ Κρατικοῦ Ἐργαστηρίου Ἀεροπλάνων Καζαμπλάνκας ἐξουσιοδοτεῖται νὰ ὑπογράψῃ ἀντ' αὐτοῦ.

Ἓν ἀντίγραφον τοῦ ἐν λόγῳ πρακτικοῦ θὰ ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν.

Ἄρθρον 4.

α) Καθ' ὅλον τὸ διάστημα καθ' ὃ ἡ Γαλλία θὰ ἔχῃ ὑπὸ τὴν φύλαξιν αὐτῆς, διὰ τοὺς σκοποὺς τοὺς ἀναφερομένους ἐν τῷ ἄρθρῳ 1, τοὺς κινητῆρας οἵτινες εἶναι ἰδιοκτησία τῆς Ἑλλάδος, ἡ Γαλλία θὰ εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἀπώλειαν καὶ πᾶσαν ζημίαν τῶν ἐν λόγῳ κινητήρων, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐν λόγῳ ἀπώλειαι ἢ ζημίαι ὀφείλονται εἰς ἀμέλειαν ὑπηκόων της· ἐν τούτοις ἡ ἐν λόγῳ εὐθύνη δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὴν ἀξίαν ἑκάστου κινητῆρος καὶ κιβωτίου.

β) Ἡ Ἑλλὰς θὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην διὰ πᾶσαν ἀνεξαιρέτως ἀγωγὴν ἐγειρομένην ὑπὸ τρίτου καὶ ὀφειλομένην εἰς ἣν σχέσιν ἔχουσιν πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν ἑνὸς κινητῆρος μετὰ τὴν παράδοσίν του εἰς Ἑλλάδα.

Ἄρθρον 5.

Ἐννοεῖται ὅτι ἅπαντα τὰ Εὐρωπαϊκὰ Ἔθνη, εἰς τὰ ὁποῖα αἱ Η.Π.Α. ἐχορήγησαν στρατιωτικὴν βοήθειαν, καθὼς καὶ ἡ Κυβέρνησις τῶν Η.Π.Α., θεωροῦνται ὡς ἔχοντα ἴσα δικαιώματα εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Καζαμπλάνκας, ἐφ' ὅσον χρόνον τὸ συμφέρον τῆς ἀμοιβαίας ἀμύνης τὸ ἀπαιτήσῃ. Συνεπῶς ἡ ἐπισκευὴ ἢ ἡ γενικὴ ἐπιθεώρησις τῶν εἰς τὸ Ἐργαστήριον ἐπισκευῆς ὑφ' οἱονδήποτε τῶν ἀναφερομένων ἐθνῶν ἀποστελλομένων κινητήρων θὰ πραγματοποιῆται κατ' ἀρχὴν κατὰ τὴν σειρὰν τῆς ἀφίξεως, ἐκτὸς ἐὰν αἱ ἀνάγκαι ἐκμεταλλεύσεως θὰ καθιστοῦν ἀναγκαίαν ἑτέραν μέθοδον. Κατ' ἀρχὴν τὸ Ἐργοστάσιον θὰ ἐπιστρέφῃ τὸν αὐτὸν κινητῆρα τὸν ὁποῖον θὰ λαμβάνῃ, ἐκτὸς ἐὰν μεταγενεστέρα κοινὴ συμφωνία προβλέπῃ περὶ τοῦ ἀντιθέτου.

Τὸ Ἐργαστήριον τῆς Καζαμπλάνκας θὰ εἶναι ἐν τούτοις διατεθειμένον νὰ μεταχειρισθῇ τοὺς κινητῆρας τοὺς ὁποίους θὰ ἔχῃ λάβει ὡς ὑλικὰ ἀντικαταστατὰ (δηλ. ἅτινα εἰσέρχονται εἰς κοινὴν κατηγορίαν καὶ δύνανται νὰ ἀνταλλάσσωνται μὲ ὁμοειδῆ ὑλικὰ) καὶ νὰ ἐπιστρέψῃ τοὺς ἐπιθεωρημένους κινητῆρας εἰς τὸ ἔθνος καὶ μὲ τὴν σειρὰν προτεραιότητος ἅτινα θὰ καθορίζοντο ὑπὸ ἁρμοδίας διεθνοῦς ἐπιτροπῆς. Ἐν τούτοις, εἶναι εὐνόητον ὅτι μόνον εἰς περίπτωσιν ἐπειγούσης ἀνάγκης καὶ εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις θὰ ἴσχυε τοιαύτη τυχὸν συμφωνία συναπτομένη μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἐθνῶν, τῶν ἐξουσιοδοτημένων ἵνα χρησιμοποιήσουν τὸ ἐργαστήριον, διὰ τὴν τοιαύτην ἀνταλλαγὴν τῶν κινητήρων.

Ἄρθρον 6.

Ἵνα δύναται τὸ Ἐργαστήριον νὰ προβλέπῃ καλῶς ὀργανουμένην λειτουργίαν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, θὰ ἀνακοινοῖ ἐπισήμως εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν, Ὑπουργεῖον Ἐθνικῆς Ἀμύνης (Κλάδου Ἀέρος), Τεχνικὴν καὶ Βιομηχανικὴν Διεύθυνσιν Ἀεροναυτικῆς, πρὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου καὶ τῆς 1ης Ἰουλίου ἑκάστου ἔτους, τὸ πρόγραμμα ἐπισκευῶν τὸ ὁποῖον προβλέπει νὰ τῆς ἐμπιστευθῇ κατὰ τὴν διάρκειαν ἑκάστης τριμηνίας τῶν δύο ἑπομένων ἐτῶν.

Ἡ κοινοποίησις τοῦ ἐν λόγῳ προγράμματος δὲν θὰ θεωρῆται ὡς ἀνάληψις ὑποχρεώσεως τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἔναντι τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως, ἀλλὰ θὰ ἔχῃ μόνον ἐνδεικτικὸν χαρακτῆρα.

Ἄρθρον 7.

Τὸ Ἐργαστήριον τῆς Καζαμπλάνκας θὰ προσπαθήσῃ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ νὰ ἐπιστρέψῃ τοὺς ἐπιθεωρουμένους κινητῆρας κατ' ἀρχήν, ἐντὸς προθεσμίας 90 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς παραλαβῆς των εἰς Κρατικὸν Ἐργαστήριον ἈεροπλάνωνΚαζαμπλάνκας. Τὸ Ἐργαστήριον θὰ πληροφορῇ ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν περὶ τῆς πιθανῆς διαρκείας τῆς ἀκινητοποιήσεως τὴν ὁποίαν προβλέπει διὰ τοὺς κινητῆρας οἵτινες πρόκειται νὰ ἔλθουν πρὸς ἐπιθεώρησιν ἐντὸς τῶν ἓξ ἑπομένων μηνῶν. Ἐπίσης θὰ τὴν πληροφορῇ διὰ τὴν ἀνακαίνισιν τῶν κινητήρων τοὺς ὁποίους θὰ κρίνῃ μὴ ἐπισκευασίμους.

Ἄρθρον 8.

Ἡ τιμὴ ἐπιθεωρήσεως (ἡ ἐν λόγῳ τιμὴ περιλαμβάνει

ἀποκλειστικῶς τὴν κάλυψιν ἄνευ τῶν ἐξόδων τῶν ἀναληφθέντων ὑπὸτοῦ 'Εργαστηρίου ἐξαιρέσει τῆς προμηθείας ἀνταλλακτικῶν καὶ ἐξαρτημάτων χορηγουμένων ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῶν 'Ηνωμ. Πολιτειῶν) ἀνὰ ἀντιδραστῆρα ὁρίζεται εἰς δολλάρια U.S.A., νόμισμα ὑπολογισμοῦ, καὶ προσδιορίζεται εἰς 4.900 δολλ. 'Η πληρωμὴ θὰ πραγματοποιῆται ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς 'Ελληνογαλλικῆς συμφωνίας πληρωμῶν, εἰς γαλλικὰ φράγκα.

Διὰ τοὺς ὑπὸ ἐπιθεώρησιν ἀνακαινισμένους κινητῆρας ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις θὰ καταβάλλῃ μόνον τὸ σύνολον τῶν δαπανῶν, τῶν ἀναληφθεισῶν ὑπὸ τοῦ Κρατικοῦ 'Εργαστηρίου 'Αεροπλάνων τῆς Καζαμπλάνκας.

Τὰ τυχὸν ἔξοδα ἐπισκευῆς τῶν ἐξαρτημάτων τῶν ἐπὶ τῶν ἀντιδραστήρων τοποθετημένων ἢ κεχωρισμένως ἀποστελλομένων, τῶν ἐκκινητήρων καὶ τῶν συσκευασιῶν δὲν περιλαμβάνονται εἰς τὰ ἀνωτέρω ἔξοδα καὶ θὰ ἐξοφλῶνται ὑπὸ τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως.

'Η πληρωμὴ θὰ γίνεται δι' ἀνοίγματος πιστώσεως ὑπὸ τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Γαλλίας ὑπὸ τοῦ 'Υπουργείου 'Εθνικῆς 'Αμύνης (Κλάδος 'Αέρος) εἰς Παρισίους διὰ ποσὸν 29 ἑκατ. γαλλικῶν φράγκων, ἀντιστοιχούντων εἰς τὴν ἀξίαν τῆς ἐπιθεωρήσεως τῶν 2/3 τοῦ ἀριθμοῦ τῶν κινητήρων οἵτινες θὰ δηλοῦν ἀποστολὴν δι' ἐπιθεώρησιν ἐντὸς τῶν 12 πρώτων μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τοῦ συμβολαίου.

'Η ἐν λόγῳ πίστωσις θὰ εἶναι ἀμετάκλητος, μεταβιβάσιμος, διαιρετὴ καὶ ἀνοικτὴ δι' ἕν ἔτος. Θὰ ἀνανεοῦται ὁσάκις αἱ πραγματοποιούμεναι πληρωμαὶ φθάνουν τὰ 2/3 τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ.

Θὰ ἀποδεσμεύεται ἐπὶ τῇ ἐμφανίσει παρὰ τοῦ 'Υπουργείου 'Εθνικῆς 'Αμύνης (Κλάδος 'Αέρος) εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Γαλλίας :

1) πρακτικοῦ παραλαβῆς τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 3,

2) πρακτικοῦ παραδόσεως ὑπὸ τοῦ προσωρινοῦ κατόχου εἰς τὸν ἐξουσιοδοτημένον ἀντιπρόσωπον τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως,

3) ὑπομνήματος περὶ τῶν πραγματοποιηθεισῶν ὑπὸ τοῦ Κρατικοῦ 'Εργαστηρίου 'Αεροπλάνων ἐργασιῶν.

'Η ἀνωτέρω ἀναφερομένη τιμὴ ἐπιθεωρήσεως δὲν περιλαμβάνει ἔξοδα σχετικὰ μὲ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ ἀπαραίτητα διὰ τὴν ἐπιθεώρησιν τοῦ κινητῆρος ἢ μὲ τὰ τροποποιημένα ἢ βελτιωμένα ἐξαρτήματα, τὰ ἀπαιτούμενα ὑπὸ τῶν Τεχνικῶν Διαταγῶν τῆς USAF καὶ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἀποκατάστασιν τῶν κινητήρων.

'Η καθ' ἑξάμηνον ἐπιθερώρησις τῶν τιμῶν θὰ περιλαμβάνῃ μεταξὺ ἄλλων τὰ ἔξοδα τῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἓξ προηγουμένων μηνῶν ἐκτελεσθεισῶν τροποποιήσεων. Τὰ ἐν λόγῳ στοιχεῖα ἐκτιμήσεως δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐξαχθοῦν εἰς χρόνον ὀλιγώτερον τῶν ἓξ μηνῶν.

Αἱ προηγούμεναι τιμαὶ ἰσχύουν διὰ μίαν περίοδον ἓξ μηνῶν, ἀπὸ τῆς 1ης 'Ιανουαρίου 1957 ἤτοι θὰ ἐφαρμόζωνται δι' ὅλους τοὺς κινητῆρας, οἵτινες θὰ περιέλθουν εἰς τὸ 'Εργαστήριον πρὸ τῆς 30ῆς 'Ιουνίου 1957. Τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου Μέρους, θὰ δύνανται νὰ τροποποιοῦνται ἀνὰ ἑξάμηνον (1ην 'Ιανουαρίου καὶ 1ην 'Ιουλίου) ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι πρότασις διὰ συγκεκριμένην τροποποιημένην τιμὴν θὰ ὑποβάλλεται τουλάχιστον δύο μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῶν τρεχόντων ἡμερολογιακῶν ἑξαμήνων μεθ' ὅλων τῶν ἀναγκαίων δικαιολογητικῶν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ τροποποιηθεῖσα τιμὴ θὰ ἀποτελέσῃ τὸ θέμα τροποποιήσεως τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ θὰ εἶναι ἐφαρμόσιμος ὡς πρὸς τοὺς ἀντιδραστῆρας οἵτινες θὰ περιέχωνται εἰς τὸ 'Εργαστήριον μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ τρέχοντος ἡμερολογιακοῦ ἑξαμήνου. 'Εὰν δὲν ὑποβληθῇ αἴτησις ἐπιθεωρήσεως τουλάχιστον δύο μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τοῦ τρέχοντος ἡμερολογιακοῦ ἑξαμήνου, αἱ τιμαὶ αἱ ἰσχύουσαι διὰ τὸ τρέχον ἑξάμηνον θὰ παραμένουν ἐφαρμόσιμοι ὡς πρὸς ὅλους τοὺς ἀντιδραστῆρας τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως οἵτινες θὰ περιέλθουν εἰς τὸ Κρατικὸν 'Εργαστήριον 'Αεροπλάνων κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἑπομένου ἑξαμήνου.

"Αρθρον 9.

'Ανταλλακτικά.

α) Τὰ ἀνταλλακτικὰ διὰ τὴν ἐπιθεώρησιν καὶ ἐπισκευὴν ὡς καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ διὰ τὰς τεχνικὰς βελτιώσεις τὰς ἀπαιτουμένας, ὑπὸ τῶν Τεχνικῶν Διαταγῶν τῆς USAF, προέρχονται ἀπὸ προμηθείας αἵτινες ἐδόθησαν δωρεὰν ἀπὸ τὰς 'Ηνωμένας Πολιτείας ὑπὸ μορφὴν βοηθείας ἀμοιβαίας ἀμύνης.

β) Τὰ ἀνταλλακτικὰ στοιχεῖα ἄλλης προελεύσεως τὰ ὁποῖα ἐνδέχεται νὰ χρειασθοῦν νὰ χορηγήσῃ ἡ Γαλλία θὰ χρεοῦνται ἐπὶ πλέον τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 8 ἀναφερομένων τιμῶν. Αἱ τιμαὶ τῶν ἐν λόγῳ ἀνταλλακτικῶν ἢ στοιχείων θὰ χρεοῦνται εἰς τιμὴν κόστους, ὑπολογιζομένων τῶν ἐξόδων συσκευασίας καὶ μεταφορᾶς εἰς Καζαμπλάνκαν. 'Εκτὸς τούτου θὰ ὑπερτιμῶνται ἐνιαίως κατὰ 10 % πρὸς κάλυψιν τῶν ἀχρήστων καὶ τοῦ κινδύνου μὴ πωλήσεως ὑπὸ τοῦ Κρατικοῦ 'Εργαστηρίου 'Αεροπλάνων διὰ διαφόρους λόγους ὡς αἱ τεχνικαὶ τροποποιήσεις ἢ αἱ τροποποιήσεις προγράμματος.

'Η προηγουμένη προσαύξησις 10 % δύναται νὰ ἀναπροσαρμοσθῇ διὰ κοινῆς συμφωνίας, κατόπιν αἰτήσεως τῆς Γαλλίας, συνοδευομένης ὑπὸ τῶν ἀναγκαίων δικαιολογητικῶν ἀπὸ τῆς 1ης 'Ιουλίου 1957, μὲ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τὸ αἴτημα θὰ ὑποβληθῇ πρὸ τῆς 1ης Μαΐου 1957.

'Η τροποποιημένη διατίμησις θὰ ἔχῃ τότε ἐφαρμογὴν ὡς πρὸς τοὺς κινητῆρας τοὺς περιερχομένους εἰς Καζαμπλάνκαν ἀπὸ τῆς 1ης 'Ιουλίου 1957. 'Η διατίμησις θὰ δύναται νὰ τροποποιῆται ἐκ νέου ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καθ' ἑκάστην ἑξαμηνίαν.

"Αρθρον 10.

'Εὰν λόγῳ ζημίας τινὸς τῶν κινητήρων μὴ ὀφειλομένης εἰς ἀμέλειαν τῆς Γαλλίας καὶ ἀναφερομένης εἰς τὸ ἄρθρον 4, δὲν δύναται νὰ ἀχθῇ εἰς πέρας μία ἐπιθεώρησις ἢ ἐπισκευὴ θὰ ἀχθῶσιν εἰς χρέωσιν τῆς 'Ελλάδος μόνον τὰ ἔξοδα τῆς πράγματι ἐκτελεσθείσης ἐργασίας καὶ τὰ χορηγηθέντα ὑπὸ τῆς Γαλλίας ἀνταλλακτικὰ ἢ τὰ πράγματι καταναλωθέντα ὑλικά.

"Αρθρον 11.

'Η παροῦσα σύμβασις θὰ ἑρμηνεύεται συμφώνως πρὸς τοὺς Γαλλικοὺς νόμους.

"Αρθρον 12.

Τὸ Γαλλικὸν κείμενον τῆς συμβάσεως θεωρεῖται αὐθεντικόν.

"Αρθρον 13.

'Η παροῦσα σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι ἐπὶ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς. Θὰ ἀνανεοῦται ἐτησίως διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως. Δέον ὅπως δοθῇ προειδοποίησις 60 ἡμερῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς μιᾶς τῶν περιόδων ἰσχύος ὑπὸ τοῦ συμβαλλομένου μέρους τὸ ὁποῖον θὰ ἤθελε νὰ καταγγείλῃ τὴν σύμβασιν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ 'Ηνωμ. Πολιτεῖαι θὰ ἔπαυον νὰ χορηγοῦν ἀνταλλακτικά, ἡ σύμβασις θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπανεξέτασιν.

"Αρθρον 14.

Διαιτησία.

Εἰς περίπτωσιν διαφορῶν προκυπτουσῶν ἀπὸ τοὺς ὅρους καὶ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως, τὰ μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν διὰ νὰ ἐπιτύχουν φιλικὸν διακανονισμὸν πρὶν ἢ καταφύγουν εἰς τὴν διαιτησίαν.

'Εὰν δὲν δύναται νὰ ἐπιτευχθῇ συμφωνία μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν, αἱ διαφοραὶ θὰ ἐπιλύωνται τελικῶς ὑπὸ τριῶν διαιτητῶν οἵτινες θὰ ὁρίζονται ὡς ἀκολούθως : ἕκαστον μέρος θὰ ὁρίζῃ ἕνα διαιτητήν, ὁ δὲ τρίτος θὰ ὁρίζηται ὑπὸ τῶν δύο ἑτέρων. 'Εὰν οἱ δύο πρῶτοι διαιτηταὶ

δὲν συμφωνοῦν εἰς τὴν ἐκλογὴν τοῦ τρίτου, οὗτος θὰ ὁρισθῇ ἀπὸ τὸ Διεθνὲς Ἐμπορικὸν Ἐπιμελητήριον τῆς Γαλλίας.

Ἐγένετο εἰς 9 ἀντίτυπα.

Παρίσιοι τῇ 10ῃ Δεκεμβρίου 1957

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν

ΦΙΛΩΝ ΦΙΛΩΝ — IACOMET

Πρεσβευτὴς τῆς Ἑλλάδος — Διευθυντὴς

ΠΡΩΤΟΤΥΠΟΝ

Ὑπ' ἀριθ. 1 ΠΡΟΣΘΗΚΗ εἰς τὴν ἀπὸ 8ης Φεβρουαρίου 1954.

ΣΥΜΒΑΣΙΝ

συναφθεῖσαν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας διὰ τὴν ἐπισκευὴν τῶν κινητήρων ἐξ ἀντιδράσεως J.35 A 29 ὑπὸ τοῦ A.I.A. Καζαμπλάνκας.

Ἄρθρον I.

Ἡ ὑπὸ τοῦ «OCAMA QUALITY CONTROL STANDARD No. 02 B-260 E ὁριζομένη τροποποίησις τοῦ συμπιεστοῦ, ἐπιβάλλει ὅπως τὰ πτερύγια τούτου ὑποστοῦν θερμικὴν ἐπεξεργασίαν εἰς ἀτμόσφαιραν ΑΡΓΟΥ.

Ἡ τροποποίησις αὕτη ἄγει εἰς μίαν σημαντικὴν ἐργασίαν.

Ἄρθρον II.

Αὕτη δέον ὅπως μὴ περιληφθῇ εἰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ Ἄρθρου 8 τῆς Συμβάσεως τροποποιήσεις ἀλλὰ θὰ τιμολογηθῇ κεχωρισμένως καὶ μόνον διὰ τοὺς κινητῆρας ἐξ ἀντιδράσεως, οἵτινες δέον νὰ ὑποστοῦν ταύτην.

Ἄρθρον III.

Ἡ δαπάνη τῆς τροποποιήσεως ταύτης ἀνέρχεται εἰς 650 Δολλάρια ἅτινα θὰ καταβληθοῦν σὺν τῇ δαπάνῃ τῇ προβλεπομένῃ διὰ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ κινητῆρος ἐξ ἀντιδράσεως εἰς τὸν ὁποῖον ἔχει ἐκτελεσθῇ αὕτη.

Ἡ πληρωμὴ θὰ ἐκτελεσθῇ εἰς τὸ νόμισμα, ὅπερ προβλέπεται εἰς τὸ ἀρχικὸν συμβόλαιον.

Θὰ πραγματοποιηθῇ ἐκ τῆς πιστώσεως, ἥτις ἠνοίχθη παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Γαλλίας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος διὰ τὴν πληρωμὴν τοῦ κεφαλαίου.

Αὕτη θ' ἀποτελέσῃ θέμα ἰδιαιτέρου λογαριασμοῦ συνταξομένου ὑπὸ τοῦ A.I.A. Καζαμπλάνκας καὶ ὑποβληθησομένου εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Γαλλίας ταυτοχρόνως μετὰ τῶν ἐν τῇ Συμβάσει προβλεπομένων ἐγγράφων διὰ τὴν εἴσπραξιν τοῦ ἀντιτίμου τῆς ἐπισκευῆς.

Ἡ προσθήκη αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύι τὴν αὐτὴν ἡμερομηνίαν ὡς καὶ ἡ κυρία Σύμβασις.

Συνταγθεῖσα εἰς ἐννέα ἀντίτυπα.
27 Νοεμβρίου 1954

Διὰ καὶ ἐν ὀνόματι τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως — Διὰ καὶ ἐν ὀνόματι τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(2)

Περὶ κυρώσεως Ἑλληνο—Ἰαπωνικῆς Ἐμπορικῆς συμφωνίας τῆς 13.2.1967.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγραφος 2 τοῦ Νόμου 5426)1932 περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων, ἀποφασίζομεν:

Κυροῦμεν τὴν ἐν Ἀθήναις, δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν τὴν 13ην Φεβρουαρίου 1967 συναφθεῖσαν συμφωνίαν ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ πληρωμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἰαπωνίας διὰ τὴν χρονικὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ὀκτωβρίου 1966 μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

Τὰ κείμενα τῶν ἀνταλλαγεισῶν ἐπιστολῶν ἕπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Ἀπριλίου 1968

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

Ο ΜΟΝΙΜΟΣ ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΧΡΙΣΤΟΠΟΥΛΟΣ — **ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Γ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

Athens, February 13, 1967

Excellency,

I have the honour to confirm that, as a result of the recent trade talks held in Athens, the representatives of the Government of Japan and of the Royal Hellenic Governmant, with the intention of expanding trade between Japan and the Kingdom of Greece, have agreed to the following arrangement :

1. Payments with respect to all transaction between Japan and the Kingdom of Greece shall, in accordance with the foreign exchange laws and regulations on force in the respective countries, be effected on convertible currencies.

2. The Government of Japan shall take the necessary steps for the importation of Greek products such as listed below under the global quotas or under the Automatic Approval System respectively, in accordance with the existing impotrt regulations in Japan.

(I) Leaf tobacco
(II) Dried raisin
(III) Cotton
(IV) Emery
(V) Marble
(VI) Wines

3. The Greek Authorities, in accordance with the existing import regulations in/the Kingdom of Greece, shall take the necessary steps for the approval of all the applications concerning the importation of Japanese products except only those mentioned in List «A» in Foreign Trade Board Decision No 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736/63 as subsequently supplemented and amended.

4. The Royal Hellenic Government has no intention of departing from the practice of licensing on a fair basis the importation from Japan of the items enumerated in List «A» in decision 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736)63 as subsequently supplemented and amended.

5. During the period of validity of this arrangement, the representatives of the two Governments may enter into consultation at any time to discuss any problem relating to the implementation of this arrangement or to smooth development of mutual trade.

6. This arrangement shall cover period of twentyfour months from October 1st, 1966 to September 30th, 1968.

7. It is the intention of both Governments to hold discusions well before the termination of this arrangement with a view to further developing the mutual trade for the period following the termination of this arrangement .

I have the honour to request you to be good enough to confirm the above – mentioned arrangement on behalf of your Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

WATARU OKUMA
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of Japan

His Excellency
Mr. PAUL ECONOMOU GOURAS,
Minister of Foreing Affairs,
ATHENS

Athens, February 13, 1967

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter dated February 13, 1967, which reads as follows :

«I have the honour to confirm that, as a result of the recent trade talks held in Athens, the representatives of the Government of Japan and of Royal Hellenic Government, with the intention of expanding trade between Japan and the Kingdom of Greece, have agreed to the following arrangement :

1. Payments with respect to all transaction s between Japan and the Kingdom of Greece shall, in accordance with the foreing exchange laws and regulations in force in the respective countries, be effected in convertible currencies.

2. The Government of Japan shall take the necessary steps for the importation of Greek products such as listed below under the global quotes or under the Automatic Approval System respectively, in accordance with the existing import regulations in Japan.

(I) Leaf tobacco
(II) Dried raisin
(III) Cotton
(IV) Emery
(V) Marble
(VI) Wines

3. The Greek Authorities, in accordance with the existing import regulations in the Kingdom of Greece, shall take necessary steps for the approval of all the applications concerning the importation of Japanese products exept only those mentioned in List «A» in Foreign Trade Board Decision No 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736/63 as subsequently supplemented and amended.

4 The Royal Hellenic Covernment has no intention of departing from the practice of licensing on a fair basis the importation fron Japan of the items enumerated in List «A» in decision 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736/63 as subsequently supplemented and amended.

5. During the period of validity of this arrangement, the representatives of the two Governments may enter into consultation at any time to discus any problem relating to the implementation of this arrangement or to smooth development of mutual trade.

6. This arrangement shall cover the period of twentyfour months from October 1st, 1966 to September 30th, 1968.

7. It is the intention of both Governments to hold discussions well before the termination of this arrangement with a view to further developing the mutual trade for the period following the termination of this arrangement.

I have the honour to confirm on bahalf of the Royal Hellenic Government the arrangement set forth in the above-mentioned letter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

PAUL ECONOMOU GOURAS
Minister of Foreign Affairs

His Excellency
Mr. WATARU OKUMA
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of Japan
AHENS

Ἀθῆναι, 13 Φεβρουαρίου 1967

Ἐξοχώτατε,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσω ὑμῖν ὅτι, ὡς ἀποτέλεσμα τῶν ἐμπορικῶν συνομιλιῶν, αἵτινες ἔλαβον χώραν πρσφάτως ἐν Ἀθήναις, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἐπεκταθῇ τὸ ἐμπόριον μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς Β. Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

1. Πληρωμαὶ ἀφορῶσαι ἁπάσας τὰς μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς Ἑλλάδος συναλλαγὰς θὰ πραγματοποιῶνται εἰς μετατρέψιμα νομίσματα, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας νόμους καὶ κανονισμοὺς ἐξωτερικοῦ συναλλάγματος.

2. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰαπωνίας θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν κατωτέρω ἀναγραφομένων ἑλληνικῶν προϊόντων δυνάμει τῶν συνολικῶν πιστώσεων ἢ δυνάμει τοῦ αὐτομάτου συστήματος ἐγκρίσεως, ἀντιστοίχως, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν Ἰαπωνίᾳ ὑφισταμένους κανονισμοὺς εἰσαγωγῶν:

I. Φύλλα καπνοῦ.
II. Σταφίδες.
III. Βάμβαξ.
IV. Σμύρις.
V. Μάρμαρα.
VI. Οἶνοι.

3. Αἱ Ἑλληνικαὶ Ἀρχαί, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν Ἑλλάδι ὑφισταμένους κανονισμοὺς εἰσαγωγῶν, θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἔγκρισιν ἁπασῶν τῶν αἰτήσεων εἰσαγωγῆς Ἰαπωνικῶν προϊόντων, ἐκτὸς μόνον τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ πίνακι «Α» τῆς ἀποφάσεως 46600)61 τοῦ Συμβουλίου Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου, ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη, καὶ τῆς ἀποφάσεως 8736)63, ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως.

4. Ἡ Β. Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις δὲν προτίθεται νὰ ἀποστῇ τῆς πρακτικῆς τῆς ἐπὶ δικαίας βάσεως χορηγήσεως ἀδειῶν εἰσαγωγῆς ἐξ Ἰαπωνίας τῶν εἰδῶν τῶν ἀπαριθμουμένων εἰς τὸν πίνακα «Α» τῆς ἀποφάσεως 46600)61 ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη καὶ τῆς ἀποφάσεως 8736)63 ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως.

5. Κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν δύο Κυβερνήσεων δύνανται νὰ συνεννοηθοῦν καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν ἵνα συζητήσουν οἱονδήποτε πρόβλημα σχετικὸν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας ἢ τὴν ὁμαλὴν ἀνάπτυξιν τοῦ ἐκατέρωθεν ἐμπορίου.

6. Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ καλύψῃ τὴν περίοδον 24 μηνῶν ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1966 μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

7. Πρόθεσις τῶν δύο Κυβερνήσεων εἶναι ὅπως διεξαγάγουν συνομιλίας πολὺ πρὸ τῆς λήξεως τῆς συμφωνίας πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς περαιτέρω ἀναπτύξεως τοῦ ἐκατέρωθεν ἐμπορίου διὰ τὴν περίοδον μετὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ παρακαλέσω ὅπως, εὐαρεστούμενοι, μοὶ ἐπιβεβαιώσητε ἐκ μέρους τῆς Ὑμετέρας Κυβερνήσεως τὴν ὡς ἄνω συμφωνίαν.

Ἐπωφελοῦμαι τῆς εὐκαιρίας ταύτης ἵνα ἀνανεώσω τῇ Ὑμετέρᾳ Ἐξοχότητι τὰς διαβεβαιώσεις τῆς Ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

WATARU OKUMA
Ἔκτακτος Πρέσβυς
καὶ Πληρεξούσιος τῆς Ἰαπωνίας
Αὐτοῦ Ἐξοχότητα

Κ. ΠΑΥΛΟΝ ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ—ΓΚΟΥΡΑΝ
Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν
Ἀθήναι

Ἀθῆναι, 13 Φεβρουαρίου 1967

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω τὴν λῆψιν τῆς ἀπὸ 13 Φεβρουαρίου 1967 ἐπιστολῆς τῆς ὑμετέρας ἐξοχότητος ἥτις ἔχει ὡς ἑξῆς:

Ἐξοχώτατε,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσω ὑμῖν ὅτι, ὡς ἀποτέλεσμα τῶν ἐμπορικῶν συνομιλιῶν, αἵτινες ἔλαβον χώραν πρσφάτως ἐν Ἀθήναις, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἐπεκταθῇ τὸ ἐμπόριον μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς Β. Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

1. Πληρωμαὶ ἀφορῶσαι ἁπάσας τὰς μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς Ἑλλάδος συναλλαγὰς θὰ πραγματοποιῶνται εἰς μετατρέψιμα νομίσματα, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας νόμους καὶ κανονισμοὺς ἐξωτερικοῦ συναλλάγματος.

2. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰαπωνίας θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν κατωτέρω ἀναγραφομένων ἑλληνικῶν προϊόντων δυνάμει τῶν συνολικῶν πιστώσεων ἢ δυνάμει τοῦ αὐτομάτου συστήματος ἐγκρίσεως, ἀντιστοίχως, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν Ἰαπωνίᾳ ὑφισταμένους κανονισμοὺς εἰσαγωγῶν:

I. Φύλλα καπνοῦ.
II. Σταφίδες.
III. Βάμβαξ.
IV. Σμύρις.
V. Μάρμαρα.
VI. Οἶνοι.

3. Αἱ Ἑλληνικαὶ Ἀρχαί, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν Ἑλλάδι ὑφισταμένους κανονισμοὺς εἰσαγωγῶν, θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἔγκρισιν ἁπασῶν τῶν αἰτήσεων εἰσαγωγῆς Ἰαπωνικῶν προϊόντων, ἐκτὸς μόνον τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ πίνακι «Α» τῆς ἀποφάσεως 46600)61 τοῦ Συμβουλίου Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου, ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη, καὶ τῆς ἀποφάσεως 8736)63, ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη.

4. Ἡ Β. Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις δὲν προτίθεται νὰ ἀποστῇ τῆς πρακτικῆς τῆς ἐπὶ δικαίας βάσεως χορηγήσεως ἀδειῶν εἰσαγωγῆς ἐξ Ἰαπωνίας τῶν εἰδῶν τῶν ἀπαριθμουμένων εἰς τὸν πίνακα «Α» τῆς ἀποφάσεως 46600)61 ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη καὶ τῆς ἀποφάσεως 8736)63 ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη.

5. Κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν δύο Κυβερνήσεων δύνανται νὰ συνεννοηθοῦν καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν ἵνα συζητήσουν οἱονδήποτε πρόβλημα σχετικὸν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας ἢ τὴν ὁμαλὴν ἀνάπτυξιν τοῦ ἑκατέρωθεν ἐμπορίου.

6. Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ καλύψῃ τὴν περίοδον 24 μηνῶν ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1966 μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

7. Πρόθεσις τῶν δύο Κυβερνήσεων εἶναι ὅπως διεξαγάγουν συνομιλίας πολὺ πρὸ τῆς λήξεως τῆς συμφωνίας πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς περαιτέρω ἀναπτύξεως τοῦ ἑκατέρωθεν ἐμπορίου διὰ τὴν περίοδον μετὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ παρακαλέσω ὅπως, εὐαρεστούμενοι, μοὶ ἐπιβεβαιώσητε ἐκ μέρους τῆς Ὑμετέρας Κυβερνήσεως τὴν ὡς ἄνω συμφωνίαν.

Ἐπωφελοῦμαι τῆς εὐκαιρίας ταύτης ἵνα ἀνανεώσω τῇ Ὑμετέρᾳ Ἐξοχότητι τὰς διαβεβαιώσεις τῆς Ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

ΠΑΥΛΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ—ΓΚΟΥΡΑΣ
Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα
K. WATARU OKUMA
Ἔκτακτον Πρεσβευτὴν
καὶ Πληρεξούσιον τῆς Ἰαπωνίας

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ